

Financité

Concilier finance et citoyenneté **magazine**

DANS CE NUMÉRO

LA FINANcité SOUS LA LOUPE

p. 2 La religion est l'épargne du peuple
Le lien entre la finance éthique et les religions

p. 3 Produit éthique : le mariage de l'eau et le feu

Comment et pourquoi l'éthique rentre dans la finance ?

MA FINANcité

p. 4 Hercule
Fort qui comme Hercule crée des emplois

p. 4 Evangelion
La finance au service de la spiritualité

p. 5 Eole a le vent en poupe
Investir dans les éoliennes : à la fois rentable et écologique

p. 6 Le Nid
Voyage au bout de la nuit

MON ARGENT N'EST PAS TABOU

p. 6
Vous aussi, dites-nous ce que vous en pensez

LA TRIBUNE FINANcité

p. 7
Christian Arnsperger : économiste responsable

p. 8
Produits éthiques et solidaires : la liste complète

NUMÉRO 2 JUIN TRIMESTRIEL 2006

UNE PUBLICATION DU RÉSEAU FINANCEMENT ALTERNATIF

BUREAU DE DÉPÔT : 6000 CHARLEROI

Objection, notre honneur !

L'opportunisme vaut-il davantage que l'altruisme ? Faut-il toujours davantage de richesses au risque de transmettre un monde dévasté à nos enfants ? Le cours de bourse justifie-t-il toutes les vilénies ?

Autant de questions – et d'autres – que vous et moi, que tout citoyen, sommes en droit de nous poser, quelles que soient les réponses qui y sont apportées. Autant de questions, pourtant, que, traditionnellement, le discours financier escamote derrière de beaux graphiques, de splendides statistiques ou de savants calculs qui trahissent une course effrénée à la rentabilité à court terme, égoïste et, même, obstinément aveugle.

Cette logique financière classique dissimule les vrais enjeux : le bonheur, la santé, l'avenir de nos enfants, la cohésion sociale. L'individualisme qu'elle traduit, hors

de toute réalité sociale, nous désincarne, nous déshumanise, nous infantilise. Quand vous évoquez une épargne éthique et solidaire, la question de l'économiste fuse : est-ce rentable ? Alors que la vraie bonne question est son exact contraire : toutes ces belles performances financières qui garnissent la littérature économique ne cachent-elles pas un désastre social et environnemental ?

Une enquête menée en France en 2001 auprès de 200 souscripteurs d'un placement financier socialement responsable a révélé que 61 % de ceux-ci n'étaient pas au courant de la dimension extra-

financière de leur placement, ce qui semble conforter l'idée que ce type d'investissement est attrayant, même sans égard pour ses aspects éthiques. Parmi les 39 % restant, les « conscients », 55 % ont déclaré que l'aspect extra-financier a eu un poids relatif dans leur décision d'achat, 23 % un poids décisif et 22 % un poids nul. Enfin, quand on interroge ces souscripteurs conscients de la dimension socialement responsable, 61 % assimilent leur acte d'investissement à un acte de citoyen engagé, 26 % y voient un placement comme un autre et 13 % l'assimilent au fait de réaliser une bonne action (S. Giamporcaro-Saunière, L'émergence des « invest'acteurs » : un concept séduisant à l'épreuve de l'enquête de terrain, in *Pour une autre consommation*, L'Harmattan, 2005).

Cette conscience citoyenne plaide pour que l'impact social et environnemental de l'activité économique ne se compte plus à la marge de sa rentabilité. Ensemble, objectons à ce modèle financier dominant, réducteur mais, somme toute, temporaire et construisons aujourd'hui les modèles alternatifs de demain. Créons la FINANcité !



Faites une action en **or**

Transformez vos titres dévalués en bonne action...

Offrez-les à des projets éthiques et solidaires

Vous possédez un portefeuille d'actions ?
Vous connaissez un proche qui en possède un ?
Alors vous êtes concerné !

6 C'est le nombre d'organisations que vous pourrez aider en participant à l'opération nationale de récolte de titres. Comment faire ? Rendez-vous en page 2.

Avec le soutien de :



Au profit de :



Produit financier éthique, le mariage de l'eau et du feu ?

La finance est un lieu où l'individualisme règne en maître. Il n'empêche, nous pouvons – en tant que citoyens – y porter une revendication éthique, comme expression sociale et collective. Les entreprises ont aujourd'hui compris l'intérêt de concilier l'efficacité économique et le respect de certaines règles liées à une éthique. L'apparition sur les marchés financiers de produits financiers éthiques en est une manifestation et une preuve irréfutable.

Ce qui est éthique pour l'un ne l'est pas forcément pour les autres. À vous de faire votre choix.

L'offre des produits financiers éthiques est donc à éthique diverse et variable. À chacun d'opérer, en fonction des valeurs auxquelles il adhère, des choix qui lui sont propres.

COMMENT FONCTIONNE UN PRODUIT ÉTHIQUE ?

L'éthique se traduit dans le domaine financier par une sélection qualitative d'entreprises socialement responsables dans lesquelles l'investisseur accepte de placer son argent. La gamme des produits éthiques existant s'étend du compte d'épargne au fonds de placement en passant par des produits d'assurance et du capital solidaire.

COMMENT ÉVALUER LES ENTREPRISES SOCIALEMENT RESPONSABLES ?

Différents critères sont utilisés. Généralement on les regroupe en deux grandes catégories : les critères d'exclusion qui excluent certaines entreprises en fonction de leurs activités : armement, énergie nucléaire, manipulation génétique, etc., et les critères positifs qui sélectionnent les entreprises respectant des critères sociaux et envi-

ronnementaux et affichant une certaine pérennité financière. Aujourd'hui, les produits financiers éthiques se classent en quatre générations à l'exigence éthique croissante.

Les produits de 1^{re} génération se basent sur des critères d'exclusion (ou critères négatifs). Les gestionnaires financiers excluent de leur univers d'investissement ou de crédit des entreprises impliquées dans certains secteurs d'activités ou produits et services.

Les produits de la 2^e génération incluent dans la sélection des entreprises une série de critères positifs spécifiques à un secteur ou à un thème. Ces produits investissent leurs capitaux au sein d'entreprises performantes dans un domaine précis tel que, par exemple, l'implémentation d'une politique so-

ciade adéquate ou la mise en place d'un processus de production plus écologiquement responsable.

Les produits de la 3^e génération se basent, quant à eux, sur un ensemble de critères très large reprenant tous les aspects d'une gestion socialement responsable. Ces produits investissent donc au sein d'entreprises qui essaient d'appliquer une stratégie socialement responsable ou durable à différents niveaux : social, environnemental et économique.

Les produits de la 4^e génération sont des produits de 3^e génération dont la plus-value réside dans la qualité et la méthode d'évaluation utilisée pour sélectionner les entreprises. Cette évaluation doit impérativement tenir compte d'une consultation des différentes parties prenantes (« stakeholders ») de l'entreprise. On parlera ici d'une approche « multi-stakeholders ».

QUI ÉVALUE LES ENTREPRISES ?

Deux courants s'opposent. Soit ce sont les promoteurs des produits eux-mêmes, banques, gestionnaires de fonds, qui sélectionnent les entreprises socialement responsables. Soit ceux-ci font appel aux services d'un bureau d'étude spécialisé indépendant.

Les critères retenus varient considérablement d'un organisme à un autre, depuis la seule notation des entreprises par le bureau d'étude, qui laisse au gestionnaire financier le choix final d'investir ou non dans une société mal cotée éthiquement, jusqu'au « screening » (filtrage) qui limite ce choix à un univers d'investissement bien précis.



sociétale des entreprises sont les plus à même pour se porter garants du respect des critères éthiques. Les politiques de contrôle en la matière varient considérablement d'un organisme à l'autre. Les plus consciencieux réévalueront l'entreprise sélectionnée tous les trois ans et l'excluront de l'univers d'investissement éthique si un problème survenait.

En tant qu'investisseurs, nous avons également notre part de responsabilité. Nous ne devrions acheter un produit socialement responsable sans nous renseigner sur le fondement et les principes de l'éthique du produit. D'autant que l'engouement pour ces produits depuis quelques

années incite plus d'un intermédiaire financier à jouer la carte de l'éthi-marketing. À nous d'être vigilants et critiques sur la qualité de l'éthique qui nous est proposée.

Pour nous aider, il existe à l'instar des labels bio, des labels/ certifications éthiques issus d'organismes indépendants. C'est un outil utile pour s'assurer de la qualité éthique d'un produit. Il est donc essentiel que des labels construits sur des cahiers de charges et des outils d'évaluation sérieux et complets réussissent à s'imposer davantage. En cette matière, le label européen de référence est le label Ethibel, issu du monde associatif.

2 Combien de ménages en Belgique utilisent de l'énergie verte ? Réponse page 4

1. Paule de Prémont, Les enjeux éthiques des fonds éthiques, Finance & the Common Good/Bien Commun, N°8, 2001.



Les communes bougent pour la Birmanie

Dans le cadre de la campagne « Mon argent... Sans scrupules ? », organisée par le RÉSEAU FINANCEMENT ALTERNATIF, Netwerk Vlaanderen et Actions Birmanie, les bourgmestres des 589 communes belges ont reçu une lettre, signée par les 3 partenaires, demandant que leur commune devienne Commune pour la Birmanie, en nommant citoyenne d'honneur de leur ville, Aung San Suu Kii, prix Nobel de la Paix et chef de l'opposition birmane, tenue en résidence surveillée depuis 10 ans. Les communes sont également invitées à faire pression sur leurs banques afin que ces dernières cessent d'investir dans des sociétés actives en Birmanie. Plusieurs communes, comme Ottignies-Louvain-la-Neuve, Bruxelles-Ville, Huy, Alost, Zottegem, Schaerbeek, Nassogne, Andenne, Mettet, Waremmes et Rochefort, ont déjà répondu favorablement à cette campagne.



Aung San Suu kyi est le chef de file des démocrates birmanes. Bien qu'ayant remporté les élections de 1990 avec 82 % des voix, elle n'a jamais pu exercer son mandat.

Si, vous aussi, vous souhaitez interpeller votre commune, faites-le via le site www.financite.be d'où vous pourrez directement envoyer une lettre à votre bourgmestre.

Mettez un panda dans votre portefeuille

Delta Lloyd Bank fait ses premiers pas dans la finance éthique et solidaire en lançant le fonds de placement L SRI Panda, en collaboration – comme son nom l'indique – avec le WWF. Delta Lloyd Bank reversera à l'association une part de ses revenus,

proportionnelle aux montants investis. Ce fonds investit uniquement dans des sociétés socialement responsables et est labellisé par Ethibel, un bureau de conseil indépendant.

Fonds de pension ALTERNATIF et rentables !

La proposition d'ordonnance déposée par le MR a été votée ce 12 mai au Parlement de la Région Bruxelles Capitale. MM. Didier Gosuin et Richard Miller, tous deux députés MR, veulent obliger les Régions bruxelloise et wallonne, ainsi que les communes qui les composent, à investir au moins 10% de leurs fonds de pension dans des produits d'investissement socialement responsable (ISR). En débutant cette nouvelle gestion par une obligation portant sur 10% seulement, les députés veulent couper la tête à l'idée reçue selon laquelle les investissements éthiques ne seraient pas rentables. Rappelons que de nombreuses études montrent qu'en réalité cette rentabilité n'est pas différente de celle des fonds non éthiques.

Faites une action en or



Vous avez un compte-titres ? Vous possédez alors certainement des lignes ou des titres qui ne valent presque rien. À cause des frais de vente, tous ces titres dorment tranquillement dans votre portefeuille et ne profitent ni à vous, ni à personne. À cause des frais de garde, ils vous coûtent même de

l'argent. Six associations francophones et néerlandophones, dont le RÉSEAU FINANCEMENT ALTERNATIF, La Ligue des Familles et la Fondation pour les Générations Futures vous proposent de leur en faire don sans frais pour vous. Les bénéfices engendrés par l'opération leur permettront de financer des projets qui visent à transmettre un monde habitable pour tous, lutter contre les inégalités dans le monde et promouvoir la finance éthique et solidaire. Pour ce, il vous suffit de vous rendre dans votre banque et de demander le transfert gratuit de vos titres de faible valeur sur le compte ouvert dans le cadre de l'opération :

CBC / KBC / BOLERO	729-2007041-31
DELTA LLOYD BANK	132-5063320-58
DELTA LLOYD SECURITIES	119109
DEXIA	056-2366051-15
FORTIS	013-1211674-65
ING	350-1039221-82
PETERCAM	87-3518-33
VAN MOER SANTERRE	200-298
AUTRES BANQUES ?	CONTACTEZ-NOUS

Pour plus d'informations ou une documentation gratuite, téléphonez au 02/ 413 49 44 ou visitez www.actionenor.be.

Bye Bye Total

Le conseil consultatif externe en matière d'investissements durables chez KBC, a demandé de retirer « le plus rapidement possible » Total des fonds d'investissements durables, à cause de ses activités en Birmanie. KBC a immédiatement suivi l'avis de son conseil, afin de ne pas perdre toute crédibilité aux yeux de ses clients.

La religion est l'épargne du peuple

Si, aujourd'hui, la finance éthique et solidaire est essentiellement fondée sur le lien social, elle a été largement et demeure encore partiellement fondée sur le lien religieux.

2 Comment être plus spirituel grâce à une SICAV ? Réponse page 5

Frédéric-Guillaume Raiffeisen, le père des caisses de crédit mutuel (voir FINANcité n°1), insistait sur le fait que ces caisses devaient diffuser le message chrétien, notamment par l'engagement du curé ou du pasteur local dans leur comité. Cette idée sera reprise en Flandre où, à partir de 1892, ont éclos des caisses Raiffeisen sous la dénomination de gildes d'épargne et de crédit. L'article 6 des modèles de statuts de ces gildes prévoyait que l'affiliation à celles-ci était limitée aux « seules personnes qui reconnaissaient la religion, la famille et le droit de propriété comme les fondements de la société et agissaient en fonction de ces valeurs ».

La question de l'utilisation socialement responsable des ressources est très ancienne. On la trouve notamment dans de nombreux textes fondant les cultures juives, chrétiennes et musulmanes. Fort logiquement, l'histoire de l'investissement socialement responsable (ISR) est, elle aussi, étroitement liée à la religion. Certes, la contestation des années septante contre la guerre au Vietnam et l'apartheid en Afrique du Sud ont fait naître l'exigence de voir les entreprises contribuer à promouvoir la justice économique, sociale et politique là où elles opèrent. Ensuite, l'explosion du réservoir de l'usine de pesticides Union Carbide à Bhopal en Inde, et dans une moindre mesure, l'échouage du pétrolier américain « Exxon-Valdez », ont favorisé l'émergence de préoccupations environnementales dans les années quatre-vingt. Enfin, dix ans plus tard, l'attention des investisseurs socialement responsables s'est élargie aux différentes thématiques de la responsabilité sociale des entreprises et du développement durable. Mais, au commencement, était une certaine éthique religieuse proscrivant d'investir dans des secteurs d'activités comme l'alcool, le tabac, l'armement, la pornographie ou les jeux d'argent !

Même si les périodes suivantes n'en sont pas exemptes, la première concernant l'ISR est donc clairement d'inspiration religieuse, sous la férule notamment des Quakers, des Anabaptistes et des Méthodistes. Elle se poursuit aujourd'hui au travers de fonds et d'un activisme actionnarial à orientation religieuse. Ce dernier consiste à exercer son droit de vote aux assemblées générales des entreprises pour améliorer le comportement éthique, social et/ou environnemental de l'entreprise dont on est actionnaire. À cet effet, quelque 270 communautés religieuses se sont réunies en 1971 au sein de l'Interfaith Center on Corporate Responsibility (ICCR), coalition internationale et interconfessionnelle d'investisseurs qui se sont engagés à respecter certaines valeurs sociales lorsqu'ils prennent des décisions en matière d'investissement.

La question de l'utilisation socialement responsable des ressources est très ancienne ; on la trouve notamment dans de nombreux textes fondant les cultures juives, chrétiennes et musulmanes.



Les éoliennes: investissement rentable et écologique!

Bon marché, non polluant et inépuisable, le vent a tout pour plaire. Où en est la Belgique dans l'exploitation de cette source d'énergie? Et quel est le degré de sécurité offert par les investissements consentis dans cette nouvelle technologie?

Fin 2005, la Belgique disposait d'une capacité totale de production d'énergie éolienne de 167 MW¹ dont un tiers financé par la Banque Triodos. Cependant, la Belgique accuse un retard considérable par rapport au reste de l'Union Européenne. En 2004, l'énergie éolienne représentait 0,2%² de la production brute d'électricité en Belgique là où la moyenne européenne se situait à 2,8%. D'ici 2020, l'Allemagne, largement en tête, veut que sa production d'énergie

éolienne représente 20% de sa production brute d'électricité.

PREMIÈRE ÉTAPE DU PROJET: LE PLAN D'ENTREPRISE

Le rendement d'une turbine éolienne est évidemment fort dépendant de la vitesse du vent. Les nouveaux projets se multiplient pourtant à toute vitesse. L'emplacement joue un rôle clé dans l'évaluation du degré de solvabilité, explique Jan Poppe, responsable pour le financement de projets chez Triodos. Un bureau d'études indépendant calcule l'énergie éolienne disponible et la production d'énergie correspondante pour les 10 ou 20 prochaines années, sur la base des données météorologiques. Nous complétons ces informa-

? Pourquoi investir dans des produits éthiques?
Réponse page 2

La construction ou l'exploitation d'une éolienne n'est pas uniquement le fait de grands opérateurs. «Allons en vent», une coopérative de la région de Huy, a construit une éolienne dont les propriétaires sont des enfants!

tions à l'aide des données relatives à d'autres turbines et décidons alors d'aller plus loin ou d'en rester là.

L'un des premiers parcs à éoliennes financés par la Banque Triodos (en 2000) est installé le long du Boudewijnkanaal à Bruges: une réalisation de la société Electrawinds. L'administrateur délégué, Luc Desender, explique: Pour pouvoir prétendre à un crédit, nous avons dû présenter un plan d'entreprise détaillé. Celui-ci comprenait entre autres un permis de bâtir, un permis d'environnement, une étude de vent, des contrats d'électricité et des accords relatifs à l'entretien et à la fourniture des turbines et de l'infrastructure électrique. Cette phase préparatoire dure en moyenne deux à trois ans et fournit les garanties requises à la banque. Nous ne passons à l'action que lorsque toutes les conditions sont satisfaites, poursuit Jan Poppe.



L'emplacement joue un rôle clé dans l'évaluation du degré de solvabilité

Financement de l'énergie éolienne par la Banque Triodos en Belgique

Les projets financés par Triodos représentent:

- Capacité installée: 56,66 MW
- Nombre de sites: 16
- Production annuelle: ± 75.800 MWh/an
- Conversion en distribution d'électricité aux ménages: ± 21.500 ménages³

Source: Jan Poppe (Banque Triodos)

ÉNERGIE VERTE, ÉNERGIE RENTABLE?

L'exploitation d'une éolienne ou d'un parc n'est pas réservée à quelques grands opérateurs. Des entreprises de taille plus modeste, des associations sans but lucratif ou des coopératives produisent également de l'énergie verte. Les entrepreneurs qui investissent dans les énergies renouvelables bénéficient d'une intervention de la Région et/ou de l'État fédéral, sous la forme de subventions (prime à l'investissement).

Les producteurs d'énergie éolienne reçoivent un certificat vert pour chaque MWh. Ils peuvent revendre ce certificat aux fournisseurs d'électricité agréés qui ont l'obligation de présenter une certaine quantité de certificats verts en fonction de l'énergie totale fournie aux clients finaux. On crée ainsi un marché qui assure la viabilité des projets d'énergie éolienne explique Jan Poppe: Si un fournisseur agréé ne peut présenter le nombre requis de certificats verts, il paie une amende par certificat manquant. Si le producteur d'énergie

éolienne ne parvient pas à vendre ses certificats sur le marché libre, l'État lui garantit un prix minimum, qui est actuellement de 80€ par certificat en Flandre et de 65€ par certificat en Région wallonne. Cette garantie s'applique pour une période minimale de dix ans et offre donc la sécurité indispensable à long terme, pour le producteur comme pour la banque.

1. Association européenne pour l'énergie éolienne: «La capacité éolienne installée en Europe».
2. Statistiques 2004 de la Fédération Professionnelle du secteur Electrique (FFE).
3. Sur la base d'une consommation moyenne de 3.500 kWh par an et par ménage.

HERCULE: créer des emplois et responsabiliser

Fondée en 1999, l'entreprise d'insertion HERCULE crée des emplois dans le secteur du nettoyage professionnel. Ces emplois sont destinés à des femmes non qualifiées et sans emploi. Il favorise, par la mise en place d'une gestion participative, l'épanouissement des personnes occupant ces emplois afin de les aider à gérer de manière autonome leur vie quotidienne.

ments importants et que les degrés de technicité étant fort variables, il permettait une acquisition progressive des compétences. Nous avons demandé l'aide de CRE-DAL pour étudier le marché et constituer le capital de départ.

Tout a bien démarré?

Après une croissance régulière pendant cinq ans sans aucun crédit, HERCULE a traversé une grave crise financière. À la suite de certaines négligences de notre part, la Région wallonne a suspendu notre agrément. La perte de subsides cumulée avec un résultat d'exploitation en légère perte a provoqué un important déficit de trésorerie. Les dirigeants d'HERCULE ont réagi en trouvant de nouveaux financements et en redéfinissant les responsabilités de chacun. Une analyse fouillée menée par le conseiller crédit de CREDAL a convaincu les responsables de la Région wallonne de nous donner un nouvel agrément et la SOWECSOM d'entrer dans notre capital et de nous accorder un crédit de trésorerie à long terme. Nous avons également pu compter sur CREDAL pour les premiers investissements. Entre temps, l'agrément pour les titre-services (nettoyage chez les particuliers) a également été d'une aide précieuse.

Où en est la situation après cette crise?

En ce début 2006, nous pouvons enfin afficher des résultats optimistes: 60 emplois créés, soit 28 équivalents temps plein, une

CREDAL: laboratoire de l'argent «autrement»

Credal est un organisme financier alternatif qui propose du crédit de manière éthique et dans la transparence. Il offre des crédits à des taux d'intérêt stables non liés au marché ni au risque du crédit. Il y ajoute une dimension pédagogique et d'accompagnement. Crédit solidaire, micro-crédit, crédit social, conseil sont autant d'activités offertes par Credal au service de l'économie sociale et d'individus sans accès bancaire.

certaine de clients réguliers pour le nettoyage professionnel et 54 pour les titre-services. L'année 2005 s'est clôturée avec un bénéfice confortable qui va enfin permettre à l'entreprise de mener une politique sociale proactive et centrée sur l'amélioration des conditions de travail du personnel.

Vos projets d'avenir?

Nos objectifs de départ n'ont pas changé. Nous avons, aujourd'hui comme au début, le souci d'assurer la formation du personnel, de nous adapter aux besoins des clients et de répondre à des demandes spécifiques comme le lavage des vitres, l'entretien et la protection de tout type de sol ou le nettoyage des ordinateurs. La majorité de nos clients sont situés en province de Liège, mais l'engagement de personnel à travers toute la Wallonie ouvre de nouvelles perspectives de développement.



BRIGITTE ARNOLD, administrateur-délégué: HERCULE est né d'une réflexion du Centre de formation EDIT à propos des difficultés d'insertion professionnelle des femmes de plus de quarante ans sans formation. Nous avons choisi le secteur du nettoyage professionnel parce qu'il ne demandait pas d'investisse-

Plus de solidarité pour plus de spiritualité!

Pour faire face au manque de repères et au vide spirituel auxquels sont confrontés un grand nombre de nos contemporains et plus particulièrement les jeunes, Angelo Lazzari a créé la Fondation Saint-Paul. Son but: proposer l'Évangile. Pour financer les projets de la Fondation, il a eu une idée révolutionnaire pour la Belgique: créer une sicav de partage.

Angelo Lazzari est d'origine italienne. Arrivé en Belgique avec ses frères et sœurs, dans les années '30, il suit un cursus universitaire complet.

Eduqué, intelligent et entrepreneur dans l'âme, Angelo Lazzari se lance dans les affaires. Il crée et développe avec succès une entreprise dans le secteur de la construction qu'il rendra plus tard à une société suisse. À la tête d'un capital, Monsieur Lazzari cherche à utiliser son argent utilement. Regardant les jeunes de son entourage et de son quartier grandir, il s'effraye chaque jour de la perte de repères dans le monde qui l'entoure. Il est persuadé que l'Évangile en particulier, et la spiritualité en général, peuvent apporter une réponse au manque de sens que beaucoup déplorent dans leur vie. C'est pour répondre à ce besoin crucial à ses yeux qu'il crée, en collaboration avec les autorités de l'Église catholique belge, la Fondation Saint-Paul, dont l'objectif est de proposer l'Évangile à ceux qui en sont éloignés. Pour financer les activités de la Fondation, il cherche de nouvelles sources de financement, différentes et

originales, n'impliquant pas une mendicité régulière.

C'est dans cet esprit qu'est née la sicav Evangelion en 1999! Ce fonds, solidaire et éthique, a été créé pour permettre à la Fondation Saint-Paul d'annoncer l'Évangile. Evangelion est le seul fonds de partage européen dont l'objectif est d'ordre spirituel.

Evangelion est solidaire: l'investisseur et le gestionnaire du fonds participent à l'action solidaire d'Evangelion. L'investisseur peut - s'il le souhaite - rétrocéder ses bénéfices à la Fondation Saint-Paul ou à une des autres associations bénéficiaires. La banque quant à elle redistribue automatiquement les droits d'entrée à la Fondation et une partie de ses frais de gestion.

La sicav répond également à des critères éthiques, définis par une charte de gestion, imposée au gestionnaire et dont l'application est suivie par le Conseil d'administration de la sicav. Cette charte reprend les «grands classiques» de la gestion éthique. Cela veut dire que son Conseil d'Administration

? Quel est le rapport entre le tabac, l'ISR et les Quakers?
Réponse page 3



veille à ce que les valeurs reprises dans son portefeuille soient représentatives de sociétés ne violant pas les valeurs et prescriptions de l'Église: pas d'armement, de tabac, de pornographie... Mais en plus, quelques critères propres à l'éthique du monde catholique sont pris en considération. Ainsi, sont exclues des actions de sociétés de biotechnologie, de sociétés produisant des produits abortifs...

Et le directeur de la Fondation de conclure: «Si chacun acceptait de placer une part, même très faible, de son patrimoine dans une sicav de partage, quelle que soit sa finalité, cela n'aurait qu'un impact négligeable sur son train de vie, mais on bouleverserait ainsi les capacités de nombreuses fondations ou associations qui pourraient alors œuvrer beaucoup plus efficacement sur le terrain!»



SOLIDAIRE

Le Nid descend dans la rue

Depuis 1980, l'ASBL Le Nid va à la rencontre des prostituées et de leur entourage. Le but des intervenantes sociales n'est pas de les sortir à tout prix de la prostitution mais de leur apporter l'aide dont elles ont besoin : qu'elle soit médicale, sociale ou légale.

Le Nid est une asbl qui intervient auprès des personnes qui sont en lien avec la prostitution : les personnes prostituées, leurs enfants, mais également leurs partenaires, leur entourage, les clients...

Constituées de travailleurs sociaux, les équipes du Nid se rendent, de jour comme de nuit, dans les endroits de prostitution pour aller à la rencontre des personnes prostituées.

Ce contact quasi-permanent, tant avec le monde de la rue qu'avec celui des bars, rend possible les liens de confiance entre les personnes prostituées et les intervenantes sociales du Nid.



Le Nid travaille dans l'ombre et va à la rencontre de celles qu'on ne veut pas voir.

Le Nid propose des informations dans les écoles secondaires et supérieures. Elles ont pour but de sensibiliser les jeunes sur les situations à risque et de lutter contre les préjugés à l'encontre des personnes prostituées.

À partir de son action de première ligne, Le Nid élabore une réflexion par rapport à la prostitution et met son expertise sur la condition des femmes rencontrées au service des autorités concernées. Le Nid a également été chargé par la Ministre de l'Aide à la Jeunesse d'une recherche afin d'établir un état des lieux des procédures appliquées en matière de prostitution des mineurs.

TROIS VILLES, TROIS APPROCHES

Le Nid est présent à Bruxelles, Seraing et Charleroi, et y développe une approche spécifique, en phase avec les réalités du terrain, sensiblement différentes d'une ville à l'autre.

À Bruxelles, le Nid a développé un processus d'intervention basé essentiellement sur l'écoute et l'accueil de première ligne afin de répondre aux nécessités du terrain : l'information et la prévention, l'urgence médicale et l'information relative au droit de séjour.

À Charleroi, le Nid est situé en plein cœur du « Triangle », le quartier de prostitution du centre-ville. Les personnes prostituées y trouvent un point d'ancrage, et n'hésitent pas à pousser la porte. En allant directement à leur rencontre, le personnel du Nid leur permet notam-

ment de formuler des demandes précises en matière de droit du travail et de droit commercial.

À Seraing, privilégiant la proximité avec les femmes des salons, et suite à une demande de la ville de Seraing, la permanence du Nid s'est installée depuis mars 2006 dans ses nouveaux locaux.

Le Nid est membre du RÉSEAU FINANCEMENT ALTERNATIF, promoteur de plusieurs produits éthiques et solidaires.



Brigitte, intervenante sociale à Bruxelles

Chaque semaine pendant une après-midi et une partie de la nuit, Brigitte se rend sur le terrain en compagnie d'une deuxième intervenante sociale et d'un interprète pour aller à la rencontre des prostituées. Elle et ses collègues parcourent les rues du côté Nord de la ville, l'avenue Louise et rentrent dans les cafés du Midi. Il est difficile pour Brigitte de résumer ses expériences car, dit-elle, la prostitution recouvre mille et une facettes, mille et un visages, pratiques ou situations. Chaque cas est différent et demande une approche spécifique.

Le but de Brigitte et de son ASBL n'est pas de supprimer la prostitution ou de sortir coûte que coûte les filles de la rue. Son travail consiste avant tout, à sentir le terrain et l'évolution des conditions de travail et de vie des prostituées, écouter leurs demandes et difficultés et, si elles le souhaitent, leur venir en aide.

À Bruxelles, les prostituées éprouvent souvent des difficultés à trouver un logement parce que le loyer est cher et que, faute de revenus réguliers, elles ne peuvent réunir la garantie locative ou que, arrivées illégalement en Belgique, elles sont confrontées à des marchands de sommeil. Les personnes sans papier cherchent également à recevoir un permis de séjour. Mais, en particulier, les prostituées doivent faire face à ce que Brigitte appelle « le grand nettoyage ». Il faut entendre par là la volonté de la police à vider les rues de Bruxelles de ses prostituées et à les renvoyer si possible dans des centres fermés. Ce n'est aussi contre cela que le Nid se bat.

Mon argent n'est pas tabou

Que l'on soit fauché comme les blés ou riche comme Crésus, les rapports avec l'argent sont loin d'être neutres. Alors que ce formidable instrument d'échange devrait se borner à passer entre nos doigts sans nous troubler, il nous affecte et nous tourmente. À quoi pensez-vous quand vous songez à l'argent ?



© Shutterstock



Fabian Degryse
chanteur,
compositeur,
guitariste,
jazzman

« Il n'y a pas de mal à voler les riches », entend-t-on dire... Oui, mais qui est riche ? La définition la plus sensée est : « quelqu'un est riche s'il a plus d'argent que moi ! » Dans ces conditions, moi, père de famille nombreuse, propriétaire d'une grande maison dans une commune 'riche' près de Bruxelles, je suis riche pour beaucoup de mes concitoyens... Alors d'où vient le fait que mes fins de mois sont si difficiles ? Que je n'ai pu me payer ma première voiture neuve qu'à l'âge de 40 ans (et c'était une toute petite Twingo, payée avec un emprunt) ? Que je ne peux payer à ma famille qu'une fois des vacances d'une ou deux semaines par an, souvent en camping, jamais très loin de Bruxelles ?

Quand on gagne 1000 € par mois, les fins de mois sont difficiles parce qu'il manque 50 €.
Quand on gagne 10 000 € par mois, les fins de mois sont difficiles parce qu'il manque 500 €...
Alors, c'est quoi, être riche ?

Je ne manque de rien : j'ai de l'eau qui coule de mon robinet à chaque fois que je l'ouvre, et ma famille peut s'y abreuver. J'ai un toit qui nous protège des intempéries, un chauffage qui nous tient chaud. Un

boulot qui me ramène de quoi payer tout cela. N'est-ce pas suffisant ? Se sentir riche, c'est avoir plus d'argent que de besoins... Tu n'as aucun pouvoir pour augmenter tes rentrées financières ? Diminue alors tes besoins. Tu te sentiras riche !

À la poubelle, les GSM, GPS, DVD, home cinema... tu récupères déjà quelques dizaines/centaines d'euros par mois. Aux orties, les MP3, TV, les cigarettes, les restos, les coûteuses sorties en boîte, au cinéma, en parc d'attraction... Aux oubliettes les vêtements à la mode, les revues qui te font sentir qu'il te manque encore ceci ou cela pour être heureux.

Mais que faire de ses journées, alors ? Parler, lire, communiquer, jardiner, apprendre à maîtriser un art... Mais que faire de son argent, alors ? Le rendre vraiment utile en retrouvant le sens de la solidarité : soutenir des actions sociales, le placer dans une banque éthique (pas dans une banque 'normale' qui propose un compte éthique : celle-ci continue d'investir à la fois dans de l'éthique et dans du non-éthique : ce n'est pas très cohérent !) Et réapprendre à être tout simplement... heureux d'être en vie, en bonne santé, entouré de gens qui t'aiment !

VOUS AVEZ UN AUTRE AVIS SUR L'ARGENT ? VOUS VOULEZ EN CONNAÎTRE D'AUTRES ? Rendez-vous sur www.financite.be

Christian Arnsperger

Tenter de concilier finance et citoyenneté comme le nom de notre magazine le suggère, c'est tenter de concilier deux notions a priori incompatibles. Quand on demande à un chercheur en économie, ce que lui et nous, pouvons faire pour y arriver, la réponse est simple : changer le système. Et le système, c'est lui et nous !

FINANcité : Le nom de FINANcité Magazine a été choisi pour montrer que le citoyen est avant tout un acteur dans la sphère économique et qu'à ce propos, il a une responsabilité sociale. Dans votre livre L'économie, c'est nous', vous réfléchissez sur la notion de l'individu dans ce système. Quelle peut justement être sa part de liberté et de pouvoir ?

CHRISTIAN ARNSPERGER : La responsabilité première du citoyen aujourd'hui est de ne pas laisser « la science », et notamment la science économique, parler de lui comme s'il était une boule de billard ou un automate. Nous, citoyens, ne pouvons exiger un changement du regard que l'économiste porte sur nous que si nous changeons réellement nos attitudes de consommation, de placement, de dépenses, d'investissement et de production. En ce sens, le citoyen a pour vocation – depuis les débuts de la démocratie, mais plus encore actuellement dans un monde complexe – de se consacrer sérieusement à la réflexion critique à propos de la société dans laquelle il vit. Avant de changer son comportement, il faut qu'il sache au nom de quoi le changer... C'est cette perspective critique qui fait le plus défaut au citoyen d'aujourd'hui, plus que les moyens d'action individuelle et collective, qui sont multiples et qui foisonnent. Le « hic », c'est que bon nombre d'entre nous se demandent : « À quoi bon ? Au nom de quoi ? »

En ce sens, le citoyen a pour vocation – depuis les débuts de la démocratie, mais plus encore actuellement dans un monde complexe – de se consacrer sérieusement à la réflexion critique à propos de la société dans laquelle il vit. Avant de changer son comportement, il faut qu'il sache au nom de quoi le changer ...

Si le citoyen doit faire acte de réflexion critique, quel est le rôle de l'économiste dans notre société ? A-t-il lui aussi une responsabilité dans l'émergence d'un système œuvrant pour le bien commun ?

CHRISTIAN ARNSPERGER : L'économiste doit proposer aux citoyens des outils de réflexion sur leurs possibilités de contribuer au bien commun. Il ne faut pas simplement décrire la manière dont l'économie actuelle fonctionne et en faire des modélisations ; il faut avant tout suggérer aux acteurs (consommateurs, investisseurs, producteurs) des manières de s'insérer dans la logique ambiante pour pouvoir la critiquer et la modifier. L'économiste ne doit donc pas simplement dire aux citoyens ce qu'ils veulent entendre – que « tout va bien », ou que « rien ne va », ou que « tout est la faute à la mondialisation » – mais il doit encourager leur propre esprit critique.

Comment faire ?

Pour cela, la science économique ne doit pas supposer que les citoyens sont des êtres purement opportunistes qui poursuivent leur intérêt et que l'on doit « discipliner » ou « inciter ». Ce n'est qu'une partie de la réalité : si nous sommes opportunistes, n'est-ce pas parce que toute la logique actuelle du capitalisme nous y pousse ? Si nous voulons devenir moins opportunistes, plus soucieux d'une société humaine et juste, qu'avons-nous à gagner à figurer dans les modèles des économistes comme « maximisateurs » étroits et myopes de notre intérêt et de celui de nos seuls enfants et petits-enfants ? Si nous voulons changer la manière dont le capitalisme fonctionne, qu'avons-nous à gagner à être modélisés par les économistes comme des boules de billard qui ne cherchent jamais à analyser et critiquer le système économique ? Du coup, la responsabilité sociale de l'économiste est celle-là : construire un

Si nous voulons changer la manière dont le capitalisme fonctionne, qu'avons-nous à gagner à être modélisés par les économistes comme des boules de billard qui ne cherchent jamais à analyser et critiquer le système économique ?



Christian Arnsperger, docteur en Sciences économiques, est chercheur au Fonds national belge de la recherche scientifique (FNRS) et professeur à l'Université catholique de Louvain, où il est rattaché à la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale.

la responsabilité sociale des entreprises. Mais comment, l'économiste que vous êtes, la perçoit-il ?

savoir sur l'économie qui permette à chacun de nous de s'orienter de façon critique dans l'économie.

FINANcité tente de sensibiliser le grand public à la finance éthique et solidaire en montrant des résultats concrets de la finance éthique. Que peuvent faire les économistes pour amener plus d'éthique dans la finance ?

CHRISTIAN ARNSPERGER : Je ne suis pas un expert de la finance, loin de là mais ma réponse à votre question précédente peut être s'appliquer ici : ce n'est pas à l'économiste lui-même de rendre la finance plus éthique, c'est bien sûr aux opérateurs eux-mêmes. Mais ce que l'économiste peut faire, c'est construire et enseigner des modèles économiques dans lesquels il met en scène des opérateurs financiers soucieux d'éthique (et dans lesquels il tire les implications de ce souci d'éthique), plutôt que de modéliser les marchés financiers comme des arènes où règne le seul intérêt personnel et où le souci du bien commun est, par hypothèse, absent. C'est sur la base de ce genre de travaux que l'économiste pourrait alors, à son niveau, participer au débat public en montrant quels avantages et quels inconvénients aurait une finance peuplée d'opérateurs critiques et altruistes...

Comment y parvenir ?

C'est par un va-et-vient entre la réflexion théorique et l'expérience pratique que nous pourrions sortir progressivement d'une vision de l'économie comme étant simplement un ensemble de mécanismes qui combinent aveuglément les intérêts étroits d'une multitude. La finance éthique, cela commence peut-être aussi par un changement de notre modélisation des acteurs de la finance dans nos modèles économiques !

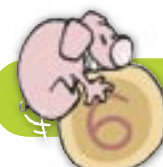
Cette notion d'éthique s'applique également à l'entreprise dans le terme très à la mode da

CHRISTIAN ARNSPERGER : Je vais être très honnête avec vous : la RSE, je n'y crois pas trop, tant que le capitalisme mondialisé sera ce qu'il est... Il est vrai que les préférences des consommateurs et des épargnants ont tendance actuellement à changer, et que pas mal d'entreprises se sentent forcées par les forces du marché à tenir compte d'une « demande d'éthique ». Mais quid si certaines mesures importantes – comme la réduction des émissions de gaz carbonique ou l'équité des rémunérations des petits producteurs du Tiers-Monde – impliquent des pertes de compétitivité ou de bénéfices ? Les entreprises accepteront-elles de perdre ? L'attitude actuelle des autorités américaines à l'égard du protocole de Kyoto semble indiquer que non. Les consommateurs accepteront-ils de payer plus cher, et les actionnaires de voir leurs dividendes réduits ? On peut en douter. Bref, la RSE ne fonctionnera que dans les limites de la rentabilité, et ces limites dépendent à leur tour de la forme que nous donnons à notre système capitaliste.

D'après vous, on ne peut pas concilier rentabilité et RSE ?

J'insiste : on ne peut pas, en restant cohérent, demander de l'éthique d'un côté et vouloir des prix plancher et des dividendes record de l'autre. De plus, la RSE me semble hypocrite : si les entreprises demandent de pouvoir s'autoréguler, c'est que par définition elles comptent tirer davantage de bénéfices de la RSE que d'une régulation par l'État ; sinon, pourquoi prendre sur soi l'éthique et la responsabilité ? Toute l'idée de RSE repose donc sur une hypothèse contestable, ou en tout cas à approfondir : celle qui veut que des acteurs économiques dont la raison sociale est le profit (c'est inscrit dans leurs statuts) sont mieux à même de déterminer ce qui est bon pour la collectivité que les citoyens et leurs représentants.

1. L'économie, c'est nous : Pour un savoir citoyen, paru en 2006 aux éditions Erès.



Épargner/Investir

LES PRODUITS FINANCIERS ÉTHIQUES ET SOLIDAIRES EXISTANTS SUR LE MARCHÉ BELGE FRANCOPHONE

TYPE DE PRODUITS	NOM	RISQUE (1)	INVESTISSEMENT MINIMUM	OÙ VA VOTRE ARGENT?	QUI SOUTIENT?	TYPE DE PROJETS OU ASSOCIATIONS BÉNÉFICIAIRES
COMPTE ÉPARGNE OU À TERME						
Compte épargne	BANQUE TRIODOS	0	Pas de montant minimum	➔	👏 (en option)	Investissement uniquement dans des projets ou entreprises porteurs d'une valeur ajoutée pour l'Homme, la culture et l'environnement. Partage au bénéfice d'associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation, les relations Nord-Sud,...
Compte épargne Plus	BANQUE TRIODOS	0	3.700 EUR	➔	👏 (en option)	Investissement uniquement dans des projets ou entreprises porteurs d'une valeur ajoutée pour l'Homme, la culture et l'environnement. Partage au bénéfice d'associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation, les relations Nord-Sud,...
Compte à terme	BANQUE TRIODOS	0	2.500 EUR	➔	👏 (en option)	Investissement uniquement dans des projets ou entreprises porteurs d'une valeur ajoutée pour l'Homme, la culture et l'environnement. Partage au bénéfice d'associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation, les relations Nord-Sud,...
Compte de participation Nord Sud	BANQUE TRIODOS	0	Pas de montant minimum	➔	👏 (en option)	Investissement uniquement dans des projets ou entreprises porteurs d'une valeur ajoutée pour l'Homme, la culture et l'environnement. Partage au bénéfice du Fonds de Garantie Alterfin ou à toute autre associations active dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation...
Epargne Cigale	FORTIS BANQUE	0	Pas de montant minimum	➔	👏 (en option)	Partage au bénéfice d'associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation, les relations Nord-Sud,...
Epargne de proximité	L'AUBE, LA BOUÉE, LES ECUS BALADEURS, LA FOURMI SOLIDAIRE, LE PIVOT	N.A. (2)	Pas de montant minimum	➔		Investissement uniquement dans des projets ou entreprises actives dans l'économie sociale, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation, la santé et la culture.
FONDS DE PLACEMENT						
AlterVision Balance Europe	FORTIS BANQUE	2 50% actions - 50% obligations	+/- 330 EUR	➔	👏	Partage au bénéfice d'associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation, les relations Nord-Sud,...
Evangelion	FORTIS BANQUE	1 20% actions, 70% obligations, 10% instruments du marché monétaire libellé en EUR	+/- 275 EUR	➔	👏 (en option)	Partage uniquement au bénéfice de la Fondation Saint-Paul (formation à l'Évangile et au soutien aux médias chrétiens).
Triodos Values Fund European Bonds	BANQUE TRIODOS	1 100% obligations	250 EUR	➔	👏	Partage au bénéfice d'associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation, les relations Nord-Sud,...
Triodos Values Fund International Equities	BANQUE TRIODOS	3 100% actions	250 EUR	➔	👏	Partage au bénéfice d'associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation, les relations Nord-Sud,...
L SRI Panda	DELTA LLOYD BANK	N.C.	N.C.	➔	👏	Partage solidaire au profit du WWF
AlterVision Croix Rouge	FORTIS BANQUE	75% obligations - 25% actions	+/- 1.430 EUR	➔	👏 (en option)	Partage uniquement au bénéfice de la Croix Rouge
Obligations	FONDS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DURABLE	0	XXX (Période de souscription écoulée)	➔		Investissement uniquement dans des projets ou entreprises de l'économie sociale et durable en Belgique.
PRODUIT D'ASSURANCE						
Ethico Invest	ETHIAS ASSURANCES	4 + 50% en actions	+/- 120 EUR	➔	👏 (en option)	Partage au bénéfice d'associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation, les relations Nord-Sud,...
INVESTISSEMENT COLLECTIF						
Parts de coopérateur	ALTERFIN	N.A.	62,5 EUR	➔		Investissement uniquement dans des projets dans les pays en voie de développement, dans les relations Nord-Sud.
Parts de coopérateur	CREDAL	N.A.	10, 100 ou 500 EUR selon la formule	➔		Investissement uniquement dans des ASBL et entreprises d'économie sociale et actives dans la lutte contre l'exclusion.
Parts de coopérateur	OIKOCREDIT-BE	N.A.	250 EUR	➔		Investissement uniquement dans des projets dans les pays en voie de développement
INVESTISSEMENT DIRECT						
Parts de coopérateur	ALLONS EN VENT	N.A.	100 EUR	➔		Investissement dans la fabrication et l'exploitation d'une éolienne située dans la région de Huy
Certificats d'action de la banque Triodos	BANQUE TRIODOS	N.A.	XXX (Période de souscription écoulée)	➔		Investissement dans le capital de la banque Triodos
Parts de coopérateur	ESPACE KEGELJAN	N.A.	50 EUR	➔		Investissement dans l'éco et la bio-rénovation d'un bâtiment à Namur pour héberger des associations
Obligations	OXFAM-SOLIDARITÉ	0	500 EUR	➔		Investissement dans OXFAM-Solidarité pour la réduction de sa dette
Parts de coopérateur	LES TOURNIÈRES	N.A.	250 EUR	➔		Investissement dans une société coopérative de réaffectation de bâtiments dans la région de Liège pour habitations sociales ou location à des associations
<p>(1) le risque se calcule sur une échelle allant de 1 à 6. 6 étant le risque le plus élevé. (2) Non applicable car investir son argent en prenant des parts dans le capital constitue toujours un risque, même minime.</p> <p>➔ Votre argent est investi dans des entreprises cotées en bourse qui respectent des critères éthiques, sociaux et environnementaux. En outre, le promoteur ou vous-même - selon les produits - reversez une partie des bénéfices à des associations ou des projets solidaires. C'est un produit de partage solidaire. 👏 Le promoteur rétrocède une partie de ses bénéfices à une association de votre choix. 👏 Vous rétrocédez une partie de vos bénéfices à une association de votre choix.</p> <p>➔ Votre argent est investi (par vous ou par le promoteur du produit) dans des entreprises appartenant au secteur de l'économie sociale (association, entreprise ou projet solidaire). C'est un produit d'investissement solidaire.</p>						

Agir

EN 2 GESTES POUR PROMOUVOIR LA FINANCE ÉTHIQUE ET SOLIDAIRE

- Contribuez à la diffusion du FINANCITÉ Magazine en le mettant en dépôt chez votre dentiste, votre boulanger, dans votre bibliothèque, votre administration communale, ... Contactez-nous au 02/340 08 60 et nous enverrons directement la quantité souhaitée de FINANCITÉ Magazine aux adresses indiquées.
- Devenez Membre ou Ambassadeur FINANCITÉ. Vous ferez dès lors partie du Collège citoyen du RÉSEAU FINANCEMENT ALTERNATIF et serez invité aux assemblées générales de l'association. Plus d'infos sur www.financite.be ou au 02/340 08 60.

FINANCITÉ Magazine est une publication du RESEAU FINANCEMENT ALTERNATIF. Edité à 120.000 exemplaires, son but est de faire connaître la finance solidaire à un public le plus large possible. Il est réalisé grâce au soutien de la Région wallonne et de nos partenaires : Alterfin, Crédal, Ethias Assurances, la Fondation Saint-Paul, le Fonds de l'économie sociale et durable et la banque Triodos.

Rédaction et abonnement:
Chaussée d'Alsemberg 303-309
1190 Bruxelles
Tél: 02/340 08 60 - Fax: 02/706 49 06
www.financite.be

Pour soutenir FINANCITÉ Magazine, versez 10 € sur le compte 000-1341649-42.
Pour vous abonner au Cahier FINANCITÉ, versez 25 € sur le compte 000-1341649-42.

Editeur responsable:
Bernard Bayot

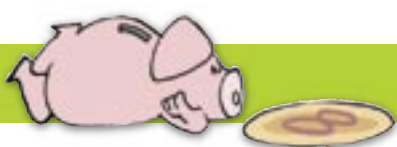
Ont collaboré à ce numéro:
Bernard Bayot, Xavier Cornet d'Elzius, Lise Disneur, Jean-Denis Kestermans, Nathalie Lemaire, Paul Masson, Françoise Radermacher, Laurence Roland, Brigitte Vangertruyden, Florence van de Werve.

Illustrations: Vince (www.vince-cartoon.be)

Graphisme et mise en page:
Louise Laurent (www.louiselaurent.be)

Impression: Imprimerie Havaux (www.imprimeriehavaux.be)

Partenaires presse



Conciliez finance et citoyenneté. **Financité** magazine